



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

ASSOCIATION U.N.A.T

UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS DE TOURISME ET DE PLEIN AIR

Association à but non lucratif régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
Reconnue d'utilité publique par décret du 2 mai 1929

Siège social : 8, rue César Franck
75015 PARIS

SIREN : 775 685 134

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



ASSOCIATION U.N.A.T**UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS DE TOURISME ET DE PLEIN AIR**

Association à but non lucratif régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Reconnue d'utilité publique par décret du 2 mai 1929

Siège social : 8, rue César Franck

75015 PARIS

SIREN : 775 685 134

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Adhérents de l'**Association U.N.A.T**

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **U.N.A.T.** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 15 mai 2024

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

Signé par
BRICE ROGIR
Signature numérique de : BRICE ROGIR
Date : 15-05-2024 17:02
Lieu :
37333364336166392d62...

Brice ROGIR

Bilan actif

	Brut	Amort. & Dépréciations	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	45 397	7 285	38 112	38 112
Autres immobilisations incorporelles	86 520	86 520	-	-
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	247 885	217 919	29 966	30 088
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	51 891	42 790	9 101	14 266
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	6 500	1 500	5 000	5 000
Autres titres immobilisés	465 135		465 135	465 135
Prêts				
Autres	10 809		10 809	10 809
Total I	914 136	356 014	558 122	563 410
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	189 246	6 949	182 297	74 626
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	4 358		4 358	32 742
Divers				
Valeurs mobilières de placement	308 081		308 081	305 000
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	4 997 038		4 997 038	4 696 732
Charges constatés d'avance	3 830		3 830	6 290
Total II	5 502 552	6 949	5 495 603	5 115 390
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 416 688	362 963	6 053 725	5 678 799

Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires	61 100	61 100
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	2 631 418	2 406 087
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Autres fonds propres avec droit de reprise	1 783 226	1 731 077
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	60 744	60 744
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	1 278 867	1 283 618
Excédent ou déficit de l'exercice	67 373	4 752
SITUATION NETTE	5 882 727	5 537 875
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	5 882 727	5 537 875
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	-	-
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	5 746	4 040
Total III	5 746	4 040
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	18 696	18 696
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 323	23 557
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	90 731	86 582
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	8 501	8 049
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	10 000	
Total IV	165 252	136 884
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 053 725	5 678 799

(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)		
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	407 452	374 548
Ventes de biens et de services	9 927	9 371
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	9 927	9 371
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs	67 477	83 494
Concours publics et subventions d'exploitation	46 477	45 494
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dont Dons manuels		
Dont Mécénats		
Dont Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	21 000	38 000
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	279	18 067
Utilisation des fonds dédiés		5 205
Autres produits	269 192	272 374
Total I	754 327	763 059
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation des stocks		
Autres achats et charges externes	171 314	186 256
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	26 636	23 011
Salaires et traitements	305 188	341 508
Charges sociales	124 881	139 714
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	10 977	5 470
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	56 436	56 394
Total II	695 431	752 353
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	58 895	10 706
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	26 186	10 350
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	26 186	10 350
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	0	-
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	0	-
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	26 186	10 350
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	85 082	21 056

PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	7 107	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	7 107	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	14 864	18 767
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	14 864	18 767
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	- 7 757	- 18 767
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	9 951	7 039
Total des produits (I+III+V+IX)	787 620	773 409
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X)	720 247	778 160
EXCEDENT OU DEFICIT	67 373	- 4 752

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	-	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	-	-

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 6 053 725 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 787 620 euros et un total charges de 720 247 euros, dégageant ainsi un résultat de 67 373 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2023 et finit le 31/12/2023.

Il a une durée de 12 mois.

REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions résultant des règlements ANC n° 2014-03 ayant valeur de plan comptable général, modifié par le règlement ANC n° 2015-06 du 23/11/2015 et du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des changements de méthodes d'évaluation ou de présentation indiqués le cas échéant ci-après.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue ;

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les titres de participations sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition ou d'apport. L'escompte obtenu sur acquisition de titres est directement déduit du coût d'acquisition.

L'association a choisi d'incorporer les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) au coût d'acquisition des immobilisations financières et les titres de placement.

Une provision pour dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'usage est inférieure au coût d'acquisition.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement ANC N° 2016-07, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Conformément aux obligations liées à l'application des normes prudentielles, EY a réalisé une mission pour établir la solvabilité de l'UNAT dans le cadre de son activité de garantie financière, sur la base des comptes arrêtés pour l'année précédente 2022. Cette étude annuelle a été remise au Ministère de l'Economie et des Finances.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Commissariat aux comptes, certification des comptes de l'exercice : 8 190 € HT

AUTRES INFORMATIONS

L'association n'exerce aucune activité susceptible d'être soumise aux impôts commerciaux. Cependant, l'association règle l'impôt sur les sociétés au taux de 24% sur les loyers encaissés.

Article 20 de la loi du 23 mai 2006 relatif à la rémunération des dirigeants.

Selon cet article, les associations, dont le budget est supérieur à 150.000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50.000 €, doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature. Cette disposition doit figurer dans l'annexe des comptes annuels.

Dans l'association, les trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés sont le Président, le Trésorier et le Délégué Général. Les deux premiers étant bénévoles et ne percevant donc pas de rémunérations cela reviendrait à communiquer une information individualisée concernant la Délégué Général. En conséquence de quoi, aucune rémunération et aucun avantage en nature ne peuvent être divulgués, la loi ayant prévu que l'information doit être globale et n'a pas à être donnée de façon nominative.

Réserves

Le poste « Réserves » s'élève à 60.744 Euros au 31/12/2023 et est composé de Réserves statutaires contractuelles.

Le Fonds Mutuel de Solidarité de l'UNAT

Le FMS, Fonds Mutuel de Solidarité, de l'UNAT a pour objet de permettre aux associations et autres organismes qui en sont membres, de justifier à l'égard de leurs adhérents des garanties

financières exigées par les textes légaux et réglementaires fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages ou de séjours.

Le décret n°2015-1111 du 2 septembre 2015 a eu pour objet la révision des modalités de calcul de la garantie financière des agents de voyage. Ce décret entré en vigueur le 1^{er} octobre 2015 vise à améliorer la protection des consommateurs en instaurant une garantie de la totalité des fonds déposés par les clients auprès des agents et opérateurs de voyage, en conformité avec le droit de l'Union Européenne.

L'ordonnance 2017-1717 du 20 décembre 2017, applicable à compter du 1^{er} juillet 2018 qui porte transposition dans le droit français de la directive européenne relative aux voyages à forfaits et aux prestations de voyages liés, a modifié le champ d'application de la loi concernant la vente de voyages et de séjours.

L'arrêté du 30 juillet 2019 a fixé des normes prudentielles à compter du 1^{er} janvier 2020 visant à garantir la solvabilité des organismes associatifs apportant leur caution aux opérateurs de voyages et de séjours.

En conséquence, le total du chiffre d'affaires tourisme des membres du FMS bénéficiant au 31 décembre 2023 d'une garantie financière du FMS s'élève à 218 483 371 Euros contre 186 776 618 Euros pour les membres bénéficiant de cette même garantie au 31 décembre 2022.

Au 31 décembre 2023, 259 membres de l'UNAT bénéficient de la garantie financière du FMS/UNAT.

La valorisation du compte FMS de l'UNAT au cours de l'exercice 2023 est présentée ci-dessous :

N° de compte	Libellé	01-janv-23	Augmentation	Diminution	31-déc-23
103400	Fonds Mutuel de Solidarité	2 406 088	429 575	204 244	2 631 418
		2 406 088	429 575	204 244	2 631 418

L'augmentation du FMS s'explique par :

- Les produits des cotisations versées par les adhérents (420 490 € en 2023) ;
- Les produits des placements financiers : (9 085 € en 2023)

La diminution du FMS s'explique par :

- Les frais de gestion du Fonds (188 676 €) ;
- Les honoraires d'études avocats et conseils (9 240 €) ;
- La maintenance du site internet (3 108 €) ;
- Des frais divers (frais de déplacement, restauration, frais bancaires : 3 220€).

Le Fonds de Garantie des Adhérents de l'UNAT

Afin de garantir la pérennité du Fonds Mutuel de Solidarité (FMS-UNAT), l'UNAT a décidé en 2015 de constituer un fonds de garantie financé par des apports des adhérents du fonds principal, avec droit de reprise, afin de permettre d'offrir une garantie adaptée aux futures exigences réglementaires et à la sinistralité actuelle.

Ce fonds de réserve a vocation à permettre une intervention complémentaire venant au soutien du fonds principal en cas de prélèvements significatifs.

N° de compte	Libellé	01-janv-21	Augmentation	Diminution	31-déc-21
103500	Fonds de Garantie des Adherents avec Dt reprise	1 731 077	57 977	5 828	1 783 226
		1 731 077	57 977	5 828	1 783 226

Ce fonds de réserve s'élève à 1 783 226 € au 31/12/2023.

Les conditions de reprise par les membres de leurs apports, dont les modalités sont fixées contractuellement, sont les suivantes :

- En cas de non-respect des conditions de fonctionnement du fonds par l'UNAT
- En cas de dissolution du FMS-UNAT bénéficiaire de ces apports
- En cas de départ de l'apporteur du FMS-UNAT

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais établissement, recherche et développement				0
- Donations temporaires d'usufruit				0
- Concessions brevets licences marques logiciels	45 397			45 397
- Immobilisations incorporelles en cours	86 520			86 520
- Avances et acomptes				0
Immobilisations incorporelles	131 917	0	0	131 917
- Terrains				0
- Constructions sur sol propre	247 885			247 885
- Constructions sur sol autrui				0
- Installations générales, agencements aménag. const.				0
- Installations techniques, matériel et outillage				0
- Installations générales, agencements aménag. divers				0
- Matériel de transport				0
- Matériel de bureau et informatique mobilier	72 254	1 883	22 246	51 891
- Emballages récupérables et divers				0
- Immobilisations corporelles en cours				0
- Avances et acomptes				0
Immobilisations corporelles	320 139	1 883	22 246	299 776
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0
- Participations évaluées par mise en équivalence				0
- Autres participations	6 500			6 500
- Autres titres immobilisés	460 980			460 980
- Prêts et autres immobilisations financières	14 964			14 964
Immobilisations financières	482 444	0	0	482 444
ACTIF IMMOBILISE	934 500	1 883	22 246	914 137

Notes sur le bilan

Amortissement des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais établissement, recherche et développement				0
- Donations temporaires d'usufruit				0
- Concessions brevets licences marques logiciels	93 805			93 805
Immobilisations incorporelles	93 805	0	0	93 805
- Terrains				0
- Constructions sur sol propre	217 797	122		217 919
- Constructions sur sol autrui				0
- Installations générales, agencements aménag. const.				0
- Installations techniques, matériel et outillage				0
- Installations générales, agencements aménag. divers				0
- Matériel de transport				0
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	57 988	7 048	22 246	42 790
- Emballages récupérables et divers				0
Immobilisations corporelles	275 785	7 170	22 246	260 709
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 201292,68 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations		0	
Prêts		0	
Autres	10 809	10 809	
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	182 297	182 297	
Créances reçues par legs ou donations		0	
Autres	4 358	4 358	
Charges constatées d'avance	3 830	3 830	
Total	201 293	201 293	0

Prêts accordés en cours d'exercice

Prêts récupérés en cours d'exercice

Produits à recevoir

	Montant
Créances clients et comptes rattachés - produits à recevoir	
Personnel - produits à recevoir	
Charges sociales - produit à recevoir	
Impôts et taxes - produits à recevoir	
Divers - produits à recevoir	1776
Disponibilités - produits à recevoir	
Total	1 776

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	2 467 188		429 575	204 244	2 692 519
Fonds propres avec droit de reprise	1 731 077		57 977	5 828	1 783 226
Ecart de réévaluation					0
Réserves	60 744				60 744
Report à nouveau	1 283 618	-4 752			1 278 867
Excédent ou déficit de l'exercice	-4 752	4 752	67 373		67 373
Situation nette	5 537 875	0	554 925	210 072	5 882 728
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement					0
Provisions réglementées					0
TOTAL	5 537 875	0	554 925	210 072	5 882 728

Notes sur le bilan

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					0
Garanties données aux clients					0
Pertes sur marchés à terme					0
Amendes et pénalités					0
Perte de change					0
Charges sur legs ou donations					0
Pensions et obligations similaires					0
Restructurations					0
Impôts					0
Charges à répartir sur plusieurs exercices					0
Autres provisions pour risques et charges	4 040	1 706			5 746
TOTAL	4 040	1 706	0	0	5 746
Répartition des dotations et reprises :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunt et dettes financières divers (*) (**)	18 696	18 696		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 323	37 323		
Dettes des legs et donations		0		
Dettes fiscales et sociales	90 731	90 731		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0		
Autres dettes (**)	8 501	8 501		
Produits constatés d'avance	10 000	10 000		
TOTAL	165 252	165 252	0	0
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	1 227
Personnel - congés à payer	13 224
Personnel - autres charges à payer	
Charges s/provision congés à payer	5 950
Organismes sociaux à payer	
Etat charges a payer	
Autres charges à payer	267
Total	20 669

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles
Charges constatées d'avance	3 830		
Total	3 830	0	0

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits exceptionnels
Produits constatées d'avance	10 000		
Total	10 000	0	0

Autres informations

Effectif au 31/12

	Hommes	Femmes	Total	Effectif Equivalent Temps plein
Cadres	0	3	3	3
Employés	2	2	4	4
Total	2	5	7	7